



# Infos retraités-ées

**Retraité-e-s un jour  
Révolté-e-s toujours!!**



**Barnier et son gouvernement d'ultra-droite nous promettent un serrage de ceinture sans précédent !!**

Toutes celles et tous ceux qui sont à genoux dès le dix du mois vont être encore plus être écrasés et maltraités par le programme que nous prépare Macron et le gouvernement Barnier. Encore moins d'argent pour les services publics (école, université, pompiers, hôpitaux, etc.), encore moins d'argent pour les minima sociaux, pour l'indemnisation du chômage, pour les retraités, pour l'augmentation du Smic. Ils prévoient partout des coupes budgétaires de grande ampleur : dans l'agriculture (- 7,8 %), l'immigration (- 6,4 %), la recherche et l'enseignement supérieur, (- 3,2 %) la justice (- 1 %), l'aide publique au développement (-21 %.), le sport (-12,3 %) ... Le travail et l'emploi, (- 8,8 %). Encore plus de chômeurs maltraités ! Que va devenir l'inspection du Travail et ses contrôles avec un budget aussi réduit ? Hausse du nombre de morts au travail et exploitation sans borne seront la règle... Le pire étant la santé (-44%). Seuls les budgets de l'Armée et de l'Intérieur (dont la police) seront en augmentation. C'est dire ce qui nous attend. Depuis le mois d'août, la petite musique du déficit public a repris de plus belle dans les médias. Barnier et l'inquiétant ministre de l'Intérieur Retailleau ont déjà trouvé comment nous effrayer, nous préparer à une austérité massive et à la destruction des services publics. Leurs discours réactionnaires et xénophobes, inspirés du RN, nous expliquent que les bons Français sont « ceux qui travaillent » (dixit Barnier), que les immigrés sont le problème. Mais ce sont les années Macron qui ont créé la dette avec des milliards donnés au plus riches. Ils devaient « ruisseler », mais sont restés dans leurs poches ! Les macronistes et leurs alliés LR n'ont aucune légitimité pour infliger une telle purge à la population. Le 1er Octobre, on se mobilise pour empêcher le désastre !



## Le billet

### Misère !!

Le monde moderne a créé une situation nouvelle, nova ab integro. L'argent est le maître de l'homme d'État comme il est le maître de l'homme d'affaires. Et il est le maître du magistrat comme il est le maître du simple citoyen. Et il est le maître de l'État comme il est le maître de l'école. Et il est le maître du public comme il est le maître du privé" (C. Péguy)

L'été sans canicule fut olympique, l'automne qui émascule sera pathétique. L'un faisait l'éloge des différences, l'autre est l'épilogue de la déchéance, de la ruine de notre démocratie violée dans ses fondements. Deux mois d'attente pour accoucher d'une liste insufflée par un RN de boudoir, ce n'est pas une surprise mais une flétrissure faite aux institutions du peuple de France. L'agression de notre démocratie est gravissime aussi je me garderai de mêler ma prose amphigourique à celle des vrais rédacteurs engagés dans la lutte contre le sordide cabot à l'aise dans l'ignominie visqueuse du déni des votes. Me reste la chronique des chiens écrasés, des faits divers people, des petits tracassés des grands de ce monde. À l'heure où Trump se faisait tirer l'oreille (affligeant ratage ?) quand Macron se faisait tirer les cartes pour expectorer une valetaille ingouvernable, il en est Un qui passa un été maussade sur les plages exotiques, affligé par sa déchéance soudaine. Je suis plein de compassion pour Bernard Arnault qui, dans l'indifférence générale, a été éjecté du podium des hommes les plus riches du globe. Il n'est désormais plus que le quatrième avec une fortune de 185 milliards de dollars (à la mi-août) ayant paumé 32 milliards en 2 mois (l'équivalent du PIB de l'Islande !). En cause la décision surprise de son pote Manu de dissoudre l'Assemblée Nationale ayant bousculé la Bourse de Paris et donc la capitalisation de LVMH, bijou de notre "pauvre" loulou victime collatérale des délires élyséens... Oh ! certes mon ami, on ne va pas philosopher sur ce pognon méphitique dont le pharaonique montant versatile est ignorant de notre quotidien. On pourrait par contre essayer une comparaison, juste pour ne pas pleurer uniquement sur le sort de notre milliardaire : très loin des 10,5 milliards inscrits dans la loi de financement de la Sécurité sociale, le déficit prévu pour les régimes de base de la sécurité sociale et du fonds de solidarité vieillesse devrait atteindre 16,6 milliards d'euros en 2024 soit la moitié des pertes récentes du Nanar spolié qui se refera très vite... Range ton mouchoir Camarade !

**Bernard Blum 25 septembre 2024 ( syndicat CGT des retraités de Chaumont)**



## Taxe foncière !!

Comme chaque année, avec l'automne, la feuille d'impôts fonciers précède celle de la couleur ocre de nos forêts. En la matière, les contribuables, s'ils jettent un regard en arrière, ont de quoi faire grise mine. Hormis le sempiternel débat faussé sur les « taux » il est une façon d'augmenter l'impôt bien mieux camouflée que d'agir sur les taux : c'est la majoration.

La note à régler, que chacun trouvait déjà trop lourde, est loin de se stabiliser.

La hausse couvre certes la phase de folle inflation ressentie fortement au niveau des caddies, mais beaucoup moins au niveau des salaires, pensions de retraite ou aides sociales. Un rapide comparatif avec l'évolution des revenus suffit à s'en convaincre. Pour la même période, les retraités n'auront obtenu que 11,5 % d'augmentation. Encore est-ce avec un réajustement au 1er janvier de l'année suivante, ce qui fait perdre, comme en 2023, 5 % de pouvoir d'achat pendant 12 mois. Ladite augmentation est par ailleurs inférieure de 2 points à celle du Smic dont le montant, déjà sous-évalué, rattrape de plus en plus les salaires, surtout féminins.

Les élus locaux, auront beau jeu de renvoyer les décisions de hausses des bases d'imposition à l'échelon gouvernemental.

Ils ne peuvent s'exempter de leur responsabilité, hier et aujourd'hui, d'être de fervents adeptes des choix politiques qui conduisent la population à subir la double peine individuelle et commune via les collectivités locales.

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
Liberté  
Égalité  
Fraternité

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
**Taxes foncières pour 2024**  
votées et perçues par la commune et divers organismes  
**Avis d'impôt**

**Vos références**

Numéro fiscal (CF) :  
Référence de l'avis :  
Numéro de propriétaire :  
Département d'imposition : 370

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES  
SIP - TOURS  
40 RUE EDOUARD VALLANT CS 41714  
37017 TOURS CEDEX 1

**TOURS'N  
GESTION  
IMMO 37**

**+ 3,9 %  
au minimum**